

organisation, nous veillerons à ce que chacun de nous respecte ces engagements.

Les engagements pris pour assurer la protection des droits des minorités doivent être respectés. Plus d'une guerre de conquête a été déclenchée pour libérer une minorité. De nouveaux gouvernements libéraux et prêts à collaborer peuvent être remplacés par des xénophobes vindicatifs qui défont dangereusement les transformations des dernières années et prennent le pouvoir en promettant d'avoir recours à la force pour protéger leurs minorités ethniques à l'étranger.

Les enjeux sont très élevés. Chose certaine, il y va non seulement de la crédibilité de cette organisation, mais aussi de la crédibilité des dirigeants politiques auprès de la population. La tâche n'est pas facile.

La CSCE doit s'attaquer à certains des problèmes les plus difficiles en Europe. Des haines ethniques qui durent depuis des siècles. Des frontières fixées de façon arbitraire. Un héritage de faillite économique et de destruction de l'environnement.

La dislocation sociale de générations de gens qui ont vécu dans la certitude trompeuse et la fausse sécurité du communisme et qui sont maintenant confrontés à la réalité souvent effrayante de la liberté.

Les vestiges d'un passé tourmenté demeurent trop nombreux: le conflit tragique au Nargony-Karabakh, la présence de troupes étrangères dans les pays baltes indépendants et l'ancienne Yougoslavie.

Comme il a déjà été souligné, la libération de l'esprit humain a suscité une spontanéité, une richesse et une créativité nouvelles sur la scène européenne, mais elle a aussi révélé jusqu'où notre méchanceté peut aller.

La sécurité de ce monde, notre monde, doit reposer sur des valeurs fondamentales. En tant que cadre de notre sécurité, la CSCE doit pouvoir intervenir si ces valeurs sont bafouées.

Nous nous engageons tous à respecter les droits des minorités. Or, des millions de personnes sont menacées ou se considèrent menacées parce qu'elles vivent du mauvais côté d'une frontière, d'une montagne ou d'une rivière. Même si c'est là que leurs parents et leurs grands-parents ont vécu.

Tous les gouvernements doivent avant tout assurer le traitement égal de tous les citoyens, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse.